

délibération :
D_2019_2_12

SEANCE DU JEUDI 07 MARS 2019

Nombre de conseillers en
exercice : 19

L' an deux mille dix neuf , le jeudi 07 mars à 20 h 30, le Conseil Communal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire Salle du Conseil Municipal - Mairie, sous la présidence de Monsieur BRUNEAU Alain, Le Maire.

Présents : 17

Date de convocation du : 28 Février

Votants : 19

Présents : Monsieur BRUNEAU Alain, Madame BIGEON Michèle, Madame ROUX Eliane, Monsieur VIDAL Bernard, Monsieur LOUSTALNEAU Jean-Louis, Monsieur CARAYOL Alain, Madame FORSES Florence, Monsieur MARRONCLES Pascal, Madame PRADEL Céline, Madame BAC Elodie, Madame MONJOU Marilyne, Monsieur PIJOLAT Jean-Louis, Madame BASTIEN Joëlle, Monsieur MARRE Francis, Madame GARNESON Catherine, Madame RUELLE Prisca, Monsieur DURAND Fabrice

**Objet : Convention de
participation - contrat
groupe "prévoyance-
maintien de salaire" - CDG
15**

Pouvoirs :

Monsieur DUFOUR Frédéric a donné pouvoir à Monsieur VIDAL Bernard
Monsieur RODIER Jean-François a donné pouvoir à Monsieur MARRE Francis

Absent(s) :

Excusé(s) : Monsieur DUFOUR Frédéric, Monsieur RODIER Jean-François

Secrétaire de Séance : Madame Marilyne MONJOU

Le Maire informe le Conseil que le décret n° 2011-1474 paru le 10 novembre 2011 donne à nouveau la possibilité aux employeurs publics de contribuer financièrement à la couverture santé et/ou prévoyance de leurs agents (fonctionnaires et non titulaires).

Le dispositif réglementaire prévoit deux possibilités, exclusives l'une de l'autre, pour les collectivités qui souhaitent contribuer aux contrats de leurs agents :

- La contribution a priori sur tous les contrats qui auront été labellisés par des organismes agréés: procédure de labellisation
- La contribution à un contrat négocié auprès des opérateurs (mutuelles, instituts de prévoyance ou assureurs) via une convention de participation souscrite après mise en concurrence.

Par ailleurs, l'intérêt de cette convention de participation est de mettre en concurrence des opérateurs afin d'engager une véritable négociation sur les prestations et d'obtenir des conditions tarifaires attractives.

De ce fait, le Centre de Gestion a décidé de s'engager dans une procédure de convention qui portera uniquement sur le risque prévoyance. Il propose aux collectivités intéressées de se joindre à cette procédure en lui donnant mandat par délibération.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Assurances,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 25,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la délibération n° 2018-18 du 27/06/2018 du Centre de Gestion approuvant le lancement d'une consultation pour la passation d'une convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire,

Vu l'avis du CT en date du 14 mars 2019 approuvant le choix de la convention de participation pour le risque prévoyanc

Vu l'exposé du Maire

DÉCIDE :

Article 1er : de se joindre à la procédure de mise en concurrence pour la passation de la convention de participation pour le risque prévoyance que le centre de gestion du cantal va engager conformément à l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 84.

Article 2 : Sur la base des meilleures propositions retenues par la commission d'appel d'offres, un contrat groupe dit convention de participation sera ensuite signé par le Président du Centre de Gestion. Notre collectivité adhérera à ce contrat si les conditions proposées lui semblent satisfaisantes.

Article 3 : la commune autorise le Maire à signer tout document relatif à cette consultation.

Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0



Au registre sont les signatures,
Pour copie conforme,
Le Maire,
A.BRUNEAU